Revue Française de Civilisation Britannique
French Journal of British Studies

XXII- Hors série | 2017

The United Kingdom and the Crisis in the 1970s

Crise de la représentation et crise de la gouvernance : Le modèle politique britannique en question

A Crisis of Representation and Governance : the British Political Model Challenged

Gilles LEYDIER

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1678>

DOI : 10.4000/rfcb.1678

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Gilles LEYDIER, « Crise de la représentation et crise de la gouvernance : Le modèle politique britannique en question », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXII- Hors série | 2017, mis en ligne le 30 décembre 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1678> ; DOI : 10.4000/rfcb.1678

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Crise de la représentation et crise de la gouvernance : Le modèle politique britannique en question

A Crisis of Representation and Governance : the British Political Model Challenged

Gilles LEYDIER

- 1 Dans les années 1970, marquées au Royaume-Uni par la crise économique et sociale, le modèle politique connaît une sérieuse remise en cause. Celle-ci touche au fonctionnement de la démocratie parlementaire, à la représentation et au système partisan ainsi qu'aux enjeux et à la forme du débat politique.

L'intrusion des référendums dans la démocratie parlementaire

- 2 Une première manifestation de ces évolutions qui sont autant de remises en question est le recours par le gouvernement britannique au référendum. Cette pratique institutionnelle, liée à la démocratie directe et complètement étrangère à la tradition britannique, va faire florès pendant la décennie. Le référendum de juin 1975 (sur le maintien dans la Communauté Economique Européenne), puis les deux de mars 1979 (sur la dévolution des pouvoirs en Ecosse et au pays de Galles¹), bien que théoriquement simplement consultatifs et organisés avec l'accord du Parlement de Westminster², constituent en effet une brèche importante dans le mythe de la souveraineté parlementaire, clé de voute du système britannique. Par ailleurs les campagnes électorales précédant ces scrutins viennent remettre en cause la règle fondamentale de la responsabilité collective du Cabinet britannique³. L'organisation de ces consultations témoignent de clivages politiques majeurs au sein des principaux partis et notamment celui au pouvoir, et de l'embarras des gouvernements en place. En l'occurrence les travaillistes de Wilson puis Callaghan vont utiliser l'arme référendaire dans le but

principal de résoudre les dissensions internes à leur camp politique. Avec quatre scrutins de type référendaire, les années 1970 constituent une réelle anomalie institutionnelle dans la tradition britannique. Et il faudra attendre deux décennies et l'arrivée de Blair au pouvoir pour voir à nouveau le gouvernement britannique avoir recours à cette arme politique, dans un contexte socioéconomique plus apaisé et des circonstances politiques bien différentes.

- 3 Une autre manifestation de la crise de la représentation politique dans les années 1970 est l'évolution significative du système partisan, hérité de l'après-guerre.
- 4 A partir de 1945 se met en effet en place un modèle britannique original, caractérisé par les éléments suivants : d'une part la domination sans partage de la scène électorale par deux partis (conservateurs et travaillistes), constituant un duopole stable, équilibré et influent sur l'ensemble du territoire britannique ; d'autre part la prééminence du clivage lié à la classe sociale comme élément décisif structurant le comportement électoral ; par ailleurs la stabilité des affiliations et des choix partisans ; enfin, au-delà des affrontements politiques frontaux liés à la compétition électorale, l'existence entre les deux partis dominants d'un relatif consensus idéologique transpartisan, autour des valeurs social-démocrates, du keynésianisme et de l'Etat-Providance.
- 5 C'est ce modèle qui va largement être remis en question à partir de la fin des années 1960.

Du bipartisme au multipartisme ? Un duopole contesté

- 6 La première évolution sensible dans les années 1970 touche au bipartisme. L'hégémonie triomphante du duopole conservateur/travailliste faiblit, pour laisser la place à un système plus fluide et à une plus grande diversité des comportements électoraux et de la représentation partisane.
- 7 Alors que sur les huit élections législatives organisées entre 1945 et 1970, les deux grands partis de gouvernement obtenaient un résultat combiné égal à plus de 91% des suffrages exprimés en moyenne (et encore près de 90% lors du scrutin de 1970), ce total tombe brusquement à 75% à l'occasion des élections de février, puis d'octobre 1974. Si le scrutin législatif de 1979 semble indiquer un léger regain de popularité pour le couple dominant (80% des suffrages à eux deux), les élections de 1983 vont confirmer le changement irréversible opéré dans les années 1970, l'addition des voix recueillies par les deux grands partis tombant à 70% des suffrages exprimés, ce qui représente à peine plus de 50% des électeurs inscrits (cf. tableau 1).

Tableau 1: Le résultat cumulé des votes travailliste et conservateur aux élections législatives de 1945 à 1983 (en % des suffrages exprimés)

Elections	45	50	51	55	59	64	66	70	F 74	O 74	79	83
Total Trav. + Cons	87,6	89,6	96,8	96,1	93,2	87,5	89,8	89,4	75	75	80,8	70

SOURCE: BUTLER, D. & BUTLER, G., TWENTIETH CENTURY BRITISH POLITICAL FACTS, MACMILLAN, 2000.

- 8 Un autre élément qui permet de prendre la mesure de l'évolution vers le multipartisme, a trait au nombre de candidates aux élections législatives successives (cf. tableau 2). Ainsi au sortir de la guerre et dans les années 1950, l'immense majorité des sièges à pourvoir donnait lieu à une compétition entre deux ou trois candidats, et pratiquement aucun siège n'était contesté par quatre candidats. Le cas de figure dominant était celui d'une concurrence entre deux candidats, forcément issus des partis conservateurs et travaillistes, cette situation concernait pratiquement quatre sièges à pourvoir sur cinq en 1951 et 1955. Or à la fin des années 1960 et dans les années 1970, le nombre de sièges visés trois et plus candidats va sensiblement augmenter, et il n'est pas rare de trouver des circonscriptions où cinq candidats voire plus sont en lice. En 1979 la situation dominante est désormais une compétition électorale quadripolaire.

Tableau 2 : Le nombre de candidats par circonscription aux élections législatives de 1955 à 1979

	2	3	4	5	6	7	Total de sièges
1955	489	133	8	0	0	0	630
1959	373	238	19	0	0	0	630
1964	194	379	53	4	0	0	630
1966	234	349	44	2	1	0	630
1970	185	328	103	13	13	1	630
Fév. 1974	38	370	191	32	3	1	635
Oct. 1974	0	346	238	44	7	0	635
1979	0	173	300	118	28	12	635

Lecture du tableau : lors des élections de 1955, il y avait 489 circonscriptions avec 2 candidats en lice, 133 avec 3 candidats, etc. Source: Rallings, C. & Thrasher, M., *British Electoral Facts*, Aldershot : Ashgate, 2000

La renaissance des libéraux et l'irruption des formations nationalistes en Ecosse et au pays de Galles

- 9 La relative désaffection envers les deux principaux partis profite en premier lieu aux libéraux. Le vieux parti *whig*, qui avait frôlé la disparition dans les années 1950 (seulement 700.000 voix, soit à peine 2,5% et 2,7% des suffrages exprimés aux élections législatives de 1951 et 1955), retrouve soudain des couleurs dans les années 1970, se positionnant en alternative aux déçus des deux grandes formations de gouvernement. 1974 constitue la grande année de son renouveau électoral : lors des élections de février, le parti libéral, dont les intentions de vote sont passées de 11% à 20% pendant le mois de campagne, triple son nombre de voix et progresse de plus de douze points par rapport au

scrutin de 1970. Défavorisés par le mode de scrutin FPTP, les libéraux n'obtiennent certes que quatorze députés ; cependant avec 145 places de second ils se retrouvent à l'une des deux premières places dans un quart des circonscriptions, signe d'une réelle percée dans l'opinion.

- 10 Lors des élections d'octobre 1974, les libéraux vont confirmer leur score (18,3%) et leur statut de troisième force politique britannique, qui leur permettra peu après d'influer sur les choix politiques du gouvernement travailliste minoritaire dans le cadre du pacte *lib-lab*. Lors des élections de 1979, le score du parti libéral va se tasser, mais la percée d'une centre politique bien identifié et représentant une alternative politique aux deux grandes formations traditionnelles en prise avec la crise économique et sociale va se confirmer au début des années 1980 : aux élections législatives de 1983, l'alliance centriste libéral/social-démocrate réussira une nouvelle percée spectaculaire, obtenant plus de 25% des suffrages, venant réellement menacer la pérennité du bipartisme (cf. tableau 3).

Tableau 3 : Les résultats obtenus par le parti conservateur, le parti travailliste, les centristes et les autres partis de 1945 à 1983 (en % des suffrages exprimés)

	2	3	4	5	6	7	Total de sièges
1955	489	133	8	0	0	0	630
1959	373	238	19	0	0	0	630
1964	194	379	53	4	0	0	630
1966	234	349	44	2	1	0	630
1970	185	328	103	13	13	1	630
Fév. 1974	38	370	191	32	3	1	635
Oct. 1974	0	346	238	44	7	0	635
1979	0	173	300	118	28	12	635

Centristes = libéraux (1945-1979) puis alliance libéraux/sociaux –démocrates (1983)

Autres partis = tous les autres partis (dont partis nationalistes SNP, PC et nord-irlandais)

SOURCE: BUTLER, D. & BUTLER, G., TWENTIETH CENTURY BRITISH POLITICAL FACTS, MACMILLAN, 2000.

- 11 Parallèlement au renouveau libéral, les années 1970 sont aussi marquées par la soudaine percée des formations nationalistes écossaise et galloise sur le devant de la scène politique britannique⁴.
- 12 Jusque dans les années 1960, ces partis de la « périphérie celtique » (le *Scottish National Party* en Ecosse, *Plaid Cymru* au pays de Galles) constituaient des groupuscules relativement folkloriques et très marginaux au plan électoral : en Ecosse le score moyen du SNP aux six élections législatives de la période 1945-1964 est inférieur à 1%, pour aucun élu, et, malgré un léger frémissement dans l'opinion, la formation écossaise ne recueillait que 5% des suffrages aux élections générales de 1966. Il en est à peu près de même au pays de Galles pour *Plaid Cymru*, qui plafonnait aux alentours de 5% des suffrages aux trois scrutins législatifs de la période 1959-1966. C'est en 1966-67, à

l'occasion d'élections partielles, que la percée de ces deux formations se produit, avec les succès de Gwynfor Evans à Carmarthen et de Winnie Ewing à Hamilton. Encouragés par ces résultats, le SNP comme PC vont par la suite présenter beaucoup plus de candidats lors des élections générales.

- 13 En Ecosse, le SNP, après avoir atteint 30% des voix et une centaine de sièges aux élections locales de 1968, allait obtenir 11, 4% des voix et un siège à Westminster au scrutin législatif de 1970. En 1974, le SNP progresse plus nettement encore et obtient 22% des suffrages et 7 députés au scrutin de février, puis 30,4% des voix et onze députés en octobre. Avec près d'un tiers des suffrages, le SNP se situe alors en Ecosse derrière les travaillistes (36%), mais devant les conservateurs (moins de 25%). Le bipartisme vacille, et la question de la prise en compte des revendications nationalistes écossaises va désormais se poser pour tout gouvernement britannique. L'ampleur et l'homogénéité de la percée des nationalistes écossais dans l'opinion sont démontrées par l'obtention de 42 places de second pour le SNP, qui a pour la première fois présenté des candidats sur l'ensemble des 71 circonscriptions écossaises. Si, en termes de représentation, les 11 sièges de députés ne pèsent pas beaucoup à Westminster face aux 56 des deux grands partis britanniques, le score du SNP n'en signifie pas moins la fin de la domination sans partage des deux grands partis. A partir de ce moment, l'Ecosse s'installe dans un jeu politique plus diversifié et plus complexe, où nationalistes et libéraux vont compléter l'offre politique jusqu'à lors limitée aux deux formations de gouvernement.
- 14 Au pays de Galles, le décollage électoral de Plaid Cymru est moins spectaculaire mais bien réel. Aux élections de 1970, PC présente pour la première fois des candidats dans l'ensemble des 36 circonscriptions et obtient 11,5% des suffrages et 8 places de second. Cette percée sera confirmée en 1974, où PC recueillera un score comparable, et obtiendra 2 sièges de députés en février puis 3 en octobre. Tout comme en Ecosse, la scène politique galloise devient désormais quadripolaire.
- 15 En Ecosse comme au pays de Galles, le vote en faveur des partis nationalistes –tout comme celui pour le parti libéral en Angleterre– exprime une insatisfaction par rapport à l'offre politique traditionnelle et aux résultats des partis de gouvernement. Vote protestataire, vote-sanction, le vote nationaliste est aussi un vote positif, lié à une affirmation identitaire et à l'identification à un projet politique spécifique visant à l'autonomie. Au pays de Galles la revendication de Plaid Cymru est avant tout d'ordre linguistique et culturel. L'indépendance à terme de la principauté n'a jamais constitué un objectif du parti national gallois, qui concentre ses efforts sur la défense et la promotion de la langue et de la civilisation galloises, et sur la préservation de l'identité galloise de toute « pollution » venue d'Angleterre. Il en résulte que PC a une influence locale inversement proportionnelle au degré d'anglicisation des électeurs gallois. Importante dans les secteurs galloisants des zones rurales du nord-ouest et du centre-ouest –*Y Fro Gymraeg*– la popularité de PC est moindre dans les vallées industrielles du sud où l'on se pense gallois sans parler la langue-*Welsh Wales*– et faible dans les zones côtières du sud-ouest et du sud-est ainsi que les marches orientales, zones tampons les plus anciennement et les plus fortement anglicisées, où de nombreux habitants sont nés ou travaillent en Angleterre –*British Wales*⁵.
- 16 En termes de représentation l'impact géographiquement limité de PC ne lui est pas préjudiciable. Au contraire en raison de la concentration de son vote PC tire bénéfice du mode de scrutin et obtient un ratio voix-sièges intéressant. En Ecosse le vote nationaliste est directement lié dans l'électorat à une forte identification au sentiment national et au

désir d'une décentralisation politique –la *devolution*– effective. L'électeur qui se pense avant tout écossais ou plus écossais que britannique, a tendance à privilégier le vote SNP tandis qu'à l'inverse celui qui se pense en priorité britannique est naturellement plus susceptible de soutenir les partis de gouvernement, à savoir les travaillistes –comme aux élections d'octobre 1974– et surtout les conservateurs –aux trois scrutins de 70 et 74 (cf. tableau 4).

Tableau 4 Comportement électoral et indetification nationale en Ecosse au début des années 1970

Election	Préférence partisane	Identification prioritairement britannique	Identification prioritairement écossaise
1970	Conservateurs	33,8	27,6
	Travaillistes	60,7	61,4
	Libéraux	1,0	0,9
	SNP	4,5	10,1
Fév. 1974	Conservateurs	31,5	18,3
	Travaillistes	53,9	53,7
	Libéraux	4,8	4,8
	SNP	9,7	24,3
Oct. 1974	Conservateurs	27,4	23,1
	Travaillistes	56,5	39,1
	Libéraux	3,4	2,3
	SNP	12,6	35,5

SOURCE: JACK BRAND, THE NATIONAL MOVEMENT IN SCOTLAND, LONDRES, 1978.

- 17 Défenseurs de l'identité nationale et des intérêts écossais vis-à-vis de Londres, le SNP a donc, contrairement à PC, une zone d'implantation potentielle qui s'étend à l'ensemble du territoire écossais, ce qui peut lui valoir logiquement un score non négligeable aux scrutins législatifs. Par contre défavorisé par le système électoral qui privilégie les partis en place et les notables locaux à l'implantation ancienne, son ratio voix-sièges est faible par rapport à PC. Présent sur toute l'Ecosse, régulièrement placé en deuxième position, le SNP aura du mal dans les années 1970 à gravir la dernière marche qui placerait ses candidats en position d'élus.
- 18 Logiquement le vote SNP apparait transcender les différences de classe en Ecosse (cf. tableau 5). Si le vote conservateur est sans surprise nettement plus fort dans les

catégories supérieures AB et B1, et si le vote travailliste est bien plus important dans les catégories inférieures C2 et DE, l'électorat SNP apparaît pour sa part équilibré et assez uniformément réparti sur l'ensemble de l'échelle sociale. Le SNP est donc un parti qui se veut représentatif de l'ensemble de l'opinion écossaise, visant à concurrencer à la fois les travaillistes dans ses bastions ouvriers et urbains, et les conservateurs dans les zones rurales ou résidentielles. Ainsi il peut abandonner l'étiquette élitiste et folklorique de « conservateurs en kilt » -*Tartan Tories*- qui lui avait non sans quelque raison attribuée dans les années 1970.

Tableau 5 Intentions de vote en Ecosse en 1975. Répartition par classe sociale et âge

Préférence partisane	% potentiel total	Répartition potentielle							
		Par classe sociale				Par âge			
		AB	C1	C2	DE	18/24	25/44	45/64	+65
Conservateurs	28	56	40	23	23	20	25	31	44
Travaillistes	36	14	24	39	48	27	32	40	40
Libéraux	6	10	6	6	6	6	8	5	5
SNP	30	20	30	32	23	47	35	24	11

Source : sondage ORC / The Scotsman, 31/05 & 1/06/1975

L'autonomisation de la scène politique nord-irlandaise

- 19 Une autre évolution importante du système de partis britannique lors des années 1970 concerne l'Irlande du Nord⁶.
- 20 Jusqu'en 1972, on pouvait considérer que le jeu partisan local constituait un sous-ensemble –certes un peu particulier- du système britannique. Le Parti unioniste, qui détenait le monopole de la représentation nord-irlandaise à Westminster, était d'ailleurs apparenté au groupe conservateur à la Chambre des communes. Or le paradoxe est que la fin du statut semi-autonome de l'Irlande du nord en mars 1972 –avec la dissolution du parlement du Stormont et le rétablissement de l'« administration directe » de la province par Londres – a débouché sur l'émergence d'une scène politique locale autonome, animée par des formations partisans originales et aux préoccupations essentiellement centrées sur la situation sociopolitique spécifique de l'Irlande du Nord⁷.
- 21 Dans le camp protestant, le parti unioniste UUP, dit aussi unioniste « officiel », héritier de l'unionisme historique, se désaffilie du groupe conservateur à Westminster, et se voit concurrencé par d'autres partis, au premier rang desquelles le Democratic Unionist Party, créé par Ian Paisley en 1971, campant sur la ligne d'un unionisme populiste quasi « évangélique », intransigeant et hostile à toute forme de compromis avec l'autre communauté. D'autres formations protestantes, comme Vanguard, favorable à l'indépendance de l'Ulster et qui présenta des candidats aux législatives de 1974, ou le

Progressive Unionist Party, émanation politique du groupe paramilitaire Ulster Volunteer Force créée en 1977, émergent également dans les années 1970.

- 22 Dans le camp catholique, c'est d'abord le Social Democratic and Labour Party SDLP, créé en 1971 par la fusion de divers groupes « républicains » qui occupe le devant de la scène, avant que le Sinn Féin, plus radical et porte-politique de l'Irish Republican Army, ne lui fasse concurrence à partir de la fin de la décennie. Tandis que l'Alliance Party of Northern Ireland, formation modérée à vocation interconfessionnelle, créée en 1970, essaie de dépasser le sectarisme communautaire.
- 23 On voit donc que dans les années 1970, la scène politique nord-irlandaise tourne complètement le dos au schéma d'affrontement classique à Westminster, et n'a plus grand-chose en commun avec celle existant de l'autre côté de l'*Irish Sea*. Terre d'accueil privilégiée du multipartisme, elle se singularise par l'absence totale des formations britanniques du jeu partisan et une polarisation du débat autour des deux clivages spécifiques que constituent l'appartenance communautaire d'une part, et l'attitude face à l'avenir institutionnel de la province de l'autre.

Le désalignement de classe et la plus grande versatilité de l'électorat britannique

- 24 Un autre phénomène vient troubler le bel ordonnancement de la scène politique britannique au cours des années 1970. Il s'agit de ce que les politologues appellent le « désalignement » de classe (*class dealignment*). En effet si la période 1945-1966 avait été globalement caractérisée par la primauté de la relation entre l'appartenance –ou plutôt l'identification– à une classe sociale –« ouvrière » ou « moyenne »– et le comportement électoral –vote travailliste ou vote conservateur– ce lien classe-vote semble se détendre vers la fin des années 1960.
- 25 On note par exemple que dans les Midlands ou dans le sud de l'Angleterre, le parti travailliste recueille moins de suffrages que ce que l'importance quantitative de la classe ouvrière dans ces régions aurait dû lui valoir. On note également que ce que l'on appelle l'indice de classe du vote travailliste, qui correspond à l'écart entre le pourcentage des électeurs de la classe ouvrière qui votent travailliste et celui des électeurs de la classe moyenne qui soutiennent ce même parti– diminue régulièrement. Cet indice passe de 43 points en 1966 à 33 en 1970 puis 32 en octobre 1974, 27 en 1979 et finalement 21 en 1983, signe d'un embourgeoisement relatif de l'électorat travailliste⁸.
- 26 Autre manifestation de ce brouillage des repères électoraux classiques, le pourcentage de voix des travailleurs manuels –socle électoral naturel du *Labour*– qui votent travailliste, ainsi que celui des non-manuels –soutien traditionnel des *Tories*– qui votent conservateur, diminuent tous deux progressivement sur la même période, passant de 66% en 1966 à 60% en 1970, puis 55% en 1979 et enfin 47% en 1983.
- 27 L'heure semble donc être à un certain « désalignement », ce qui ne signifie pas que les clivages de classe ont complètement disparu, ni que chacun des deux grands partis ne continue pas de bénéficier d'un soutien non négligeable dans son électorat « naturel ». Simplement, comme l'expliquent Särilvik et Crewe, « aucun des grandes catégories socio-économiques ne fournit désormais le même degré de soutien solide et régulier à l'un des deux grands partis, comme cela avait été le cas dans l'immédiat après-guerre »⁹.

- 28 Plus généralement, le modèle d'identification partisane, développé par les politologues de l'Université du Michigan –et notamment David Stokes– et qui apparaissait comme l'alpha et l'oméga de la vie politique britannique depuis plusieurs décennies, connaît une sévère remise en question à la fin des années 1960. C'est une « versatilité » -*volatility*- inédite qui semble désormais caractériser l'électorat britannique.
- 29 Les chiffres sont éloquent¹⁰. Dans la période 1946-66, l'institut Gallup, qui sondait chaque mois l'électorat britannique sur les intentions de vote en cas d'élections législatives, récoltait des réponses extrêmement stables, avec des fluctuations très limitées. Ainsi sur la très grande majorité de cette période, l'amplitude de variations des intentions de vote d'une année sur l'autre a rarement dépassé dix points, ce qui impliquait que seulement 5% de l'électorat au maximum modifiait son intention de vote. D'autre part concernant les élections partielles à peine 8% d'entre elles voyaient le parti en place perdre son siège. Or à partir des élections de 1966 on constate que la fidélité des électeurs décline et les données changent : l'avance d'un des deux grands partis sur l'autre va varier nettement plus, au-delà de 10% et parfois au-delà de 20% et parallèlement, à l'occasion des élections partielles dans 21% des cas le parti titulaire du siège sera battu.
- 30 D'autre part l'amplitude du *swing*¹¹ enregistré aux élections donne également la mesure de la moins grande stabilité de l'électorat. Ainsi pendant les années 1950 le swing moyen des élections législatives était de 1,4% seulement, mais lors des trois scrutins de la période octobre 1974-1983, le swing grimpe à 3,4 points en moyenne.
- 31 Un autre indice de la plus grande versatilité de l'électorat est fourni par l'analyse des intentions de vote pendant les trois semaines de campagne électorale qui précède le scrutin législatif. Ainsi par exemple lors des deux campagnes électorales de 1955 et 1959, l'avance des conservateurs dans les intentions de vote a varié au maximum de 3% en 1955 et 3,5% en 1959. Par contraste en février 1974, les intentions de vote en faveur des conservateurs comme des travaillistes variaient de 5% tandis que celles en faveur du parti libéral passaient de 11 à 20%. Cette tendance se confirmera en 1979 et s'amplifiera encore en 1983, signe de la perplexité de l'électorat : les intentions de vote en faveur des travaillistes pendant la campagne monteront à 37% pour un résultat final de 28%, celles pour les conservateurs à 52% pour finir à 42%, et celles pour l'alliance centriste tomberont à 14% au cours de la campagne, pour un résultat final de 26%.
- 32 Le concept d'identification partisane doit donc être réexaminé à partir de la fin des années 1960. S'il perdure, sa signification évolue. Ainsi en 1969 une enquête donne treize points d'avance aux conservateurs dans les sondages, alors que la majorité de ces mêmes sondés continue de s'identifier au Parti travailliste.
- 33 C'est donc l'attachement partisan, la loyauté envers sa formation de référence -*party loyalty*- qui sont en berne, comme l'attestent de nombreuses enquêtes : ainsi si en 1964, 47% des électeurs se déclarent « très fortement » attachés à l'un des deux grands partis, ce chiffre chute à 25% en 1983. L'électeur devient plus exigeant envers son parti traditionnel, plus fluctuant dans ses choix électoraux, offrant ou retirant son soutien aux formations politiques au coup par coup, recourant au « vote tactique », instrumentant son vote au gré des circonstances.
- 34 Plusieurs facteurs expliquent cette évolution de l'électorat britannique¹². Une première cause tient aux progrès de l'enseignement. Ainsi la proportion d'une classe d'âge accédant au supérieur passe de 7% environ au milieu des années 1960 à 20% environ deux décennies plus tard. Parallèlement sur la même période la diffusion de la presse de

qualité double pratiquement. L'élévation du niveau éducatif et culturel global de l'électeur a pour conséquence logique sa plus grande ouverture d'esprit et une capacité de réflexion accrue au moment du vote. Le nombre d'électeurs indécis ou « flottants » s'engageant en fonctions de questions concrètes et/ou circonstancielles plutôt que selon des réflexes de suivisme idéologique, ne peut évidemment qu'augmenter.

- 35 Le développement de l'éducation s'accompagne aussi de celui de la télévision comme source principale d'information politique. Absente de la plupart des foyers en 1950, la télévision est présente quotidiennement chez 90% des électeurs à la fin des années 1960. Tenue par la loi de présenter une information neutre et équilibrée la télévision bannit l'invective et l'outrance, met en place des débats courtois et argumentés et donne à l'électeur un accès privilégié au point de vue du camp opposé en même temps qu'une vision moins sectaire des enjeux politiques. Le comportement électoral s'en trouve logiquement modifié, et son conditionnement par sa culture familiale ou son milieu social moins systématique.
- 36 D'autant que les repères sociétaux ou liés au monde du travail ont également tendance à se brouiller à partir des années 1970. Le déclin des secteurs traditionnels va progressivement sonner le glas des grandes concentrations industrielles et en conséquence des solidarités propres à ces communautés ouvrières emblématiques, comme celles des mineurs ou des travailleurs des chantiers navals. La montée du chômage de masse entraîne un processus de désocialisation chez certains électeurs et va aboutir à une fracture au sein de la classe ouvrière entre d'une part sa partie supérieure qualifiée plus à l'abri des vicissitudes économiques, et d'autre part une base peu ou pas du tout qualifiée, précarisée ou marginalisée. A la fin des années 1970 commence à apparaître une « *underclass* » constituée principalement de chômeurs de longue durée, de familles monoparentales et de retraités entièrement dépendants de l'aide de l'Etat. Parallèlement le développement des petites entreprises du secteur tertiaire ou des travailleurs indépendants va aussi contribuer à renouveler la structure du tissu socio-économique, et à modifier les mentalités dans le sens d'une perte de références collectives.
- 37 Les mobilités géographique et professionnelle requises sur le marché du travail vont aussi entraîner des changements de conditions de vie et de travail inédits au sein d'une même existence, ce qui ne sera pas sans conséquence sur la stabilité du comportement électoral et la fidélité de l'attachement partisan.
- 38 Enfin une dernière raison de la plus grande volatilité de l'électeur britannique tient à son scepticisme – ou son cynisme – face aux solutions apportées par les deux grands partis aux difficultés économiques et sociales du pays. La fin des années 1960 constitue à cet égard un tournant. Jusque-là l'amélioration – lente mais continue – du niveau de vie depuis la seconde guerre mondiale avait pu faire oublier à l'électeur britannique la perte de l'Empire et le recul de l'influence du Royaume-Uni dans le monde. Le désastre de l'expédition de Suez par exemple, avait certes provoqué la chute du Premier Ministre conservateur Anthony Eden, mais elle n'avait guère entamé la crédibilité de son parti qui, dans un climat de prospérité et de développement de la société de consommation, allait même améliorer son score aux élections suivantes, établissant un record historique en termes de suffrages exprimés.
- 39 La deuxième moitié des années 1960 voit au contraire poindre des difficultés économiques et sociales sérieuses, qui ne feront que s'intensifier au cours de la décennie suivante. L'échec du premier plan quinquennal, et la dévaluation de la livre, conséquence

du déséquilibre budgétaire et du déficit de la balance commerciale, affectent le bilan économique du premier gouvernement Wilson, dans un contexte de perte de compétitivité industrielle et d'interrogations sérieuses sur la productivité de l'économie britannique.

- 40 Les années 1970-79, en dépit des deux alternances politiques de 1970 et 1974, loin de déboucher sur des améliorations significatives, vont au contraire populariser l'image d'un Royaume-Uni « homme malade de l'Europe » et quémandeur piteux auprès du Fonds Monétaire International. Et les gouvernements Heath puis Wilson et Callaghan, devront affronter deux crises économiques mondiales, des chiffres d'inflation et de chômage inédits, le déficit spectaculaire des finances publiques, l'hostilité quasi-permanente des syndicats et une crise sociale aigüe. En quinze ans, de 1964 à 1979, le Royaume-Uni va ainsi vivre quatre alternances politiques majeures entre conservateurs et travaillistes, dans un climat socio-économique fortement dégradé. La montée et l'importance de ces difficultés expliquent les interrogations et l'instabilité de l'électeur britannique, dubitatif face aux recettes peu efficaces des deux grands partis, qui paraissent tout aussi impuissants une fois au pouvoir. Elles motivent aussi sa plus grande disponibilité pour des solutions alternatives, émanant de formations nouvelles. Elles alimentent enfin à l'occasion un discours de contestation et de méfiance par rapport aux élites politiques traditionnelles, aux accents populistes.

Immigration, Europe, dévolution : l'émergence de nouveaux enjeux électoraux

- 41 Si la versatilité de l'électorat augmente en même temps que s'érode la loyauté envers son camp idéologique traditionnel, c'est aussi parce qu'émergent sur la scène britannique de nouveaux enjeux, qui vont souvent transcender les clivages partisans bien établis.
- 42 Ces enjeux se situent en dehors du champ économique et social, qui structurait jusqu'à lors la vie politique britannique de façon dominante. Ils touchent aux questions de l'identité britannique, de l'unité nationale et de l'intégration au sein du Royaume.
- 43 Un premier enjeu porte sur la question de l'immigration et des relations raciales¹³. Ce thème fait irruption dans les années 1960, suite à l'arrivée sur le territoire britannique de plusieurs flux d'immigrants en provenance des pays du Commonwealth, et dans le contexte d'un début de dégradation de la situation économique et du marché du travail. Cette question est rythmée par le vote de plusieurs lois visant à encadrer le flux migratoire ; par des violences sporadiques à caractère « racial », c'est-à-dire impliquant des quartiers à forte présence de minorités ethniques ; par l'irruption dans la vie politiques de discours radicaux, à caractère nationaliste, xénophobe ou raciste, dont la création du *National Front* –en 1967- ou la fameuse intervention du dirigeant conservateur Enoch Powell à Birmingham sur les « *rivers of blood* » –en 1968- sont des illustrations marquantes.
- 44 Si dans la pratique une certaine convergence semble se dégager sur ce sujet entre conservateurs et travaillistes lorsqu'ils sont aux affaires –autour de la double problématique fermeté des contrôles et vigilance à l'entrée du territoire d'une part/ amélioration de l'insertion et anti-discrimination de l'autre- cette question divise néanmoins profondément chacune des deux formations. Les deux partis gouvernementaux sont en effet –quoique dans des proportions différentes- tiraillés entre

pragmatiques soucieux de compromis et de réalisme économique, libéraux égalitaristes respectueux des droits de l'homme, nostalgiques de l'Empire, enfin partisans d'une ligne dure hostile à l'immigration de couleur. Tous deux surtout doivent tenir compte de l'enjeu électoral que représente l'impact –bien réel– des discours démagogiques et/ou racistes sur l'opinion britannique. Suite à son discours de Birmingham, Powell, aussitôt exclu du Cabinet fantôme par Heath au motif de racisme, recevra des centaines de lettres d'approbation de tout le Royaume, ainsi que le soutien de délégations de dockers marchant jusqu'à Westminster pour le féliciter. Et les sondages attesteront régulièrement du rejet par l'opinion de tout laxisme en matière de contrôle des flux migratoires.

- 45 Dans les années 1970, les manifestes électoraux conservateurs feront souvent de manière démagogique, voisiner le chapitres « immigration » et « criminalité ». Et avec l'arrivée aux commandes de Margaret Thatcher, le durcissement idéologique du Parti conservateur sur cette question sera net, ce qui contribuera d'ailleurs à marginaliser l'influence du *National Front*, et à séduire une partie de l'électorat populaire. Norman Tebbit, président du parti conservateur dans les années 1980, estimera que l'immigration est un des enjeux qui a incité es électeurs traditionnellement travaillistes à voter Thatcher.
- 46 Dans le camp travailliste les dirigeants seront pour leur part persuadés que la question de l'immigration est un *vote loser* ou, comme le notera Richard Crossman dans ses carnets, l'enjeu électoral qui peut faire perdre le plus de voix à son parti¹⁴.
- 47 Le *Labour* sera constamment tiraillé entre d'une part son souci de satisfaire les minorités ethniques qui lui sont globalement acquises et sur lesquelles s'appuient certaines municipalités travaillistes au niveau local, mais qui participent peu aux élections législatives, et d'autre part la crainte de s'aliéner durablement certains secteurs de l'électorat ouvrier et populaire, base traditionnelle du parti. Pour ces mêmes raisons dans les années 1980 les dirigeants travaillistes seront également hostiles à la création de sections noires au sein du parti puis se diviseront sur l'attitude à adopter face à l'« affaire Salman Rushdie ».
- 48 Un deuxième enjeu éminemment clivant et électoralement risqué pour les deux grands partis concerne l'intégration européenne¹⁵. Dans ce cas également l'apparente continuité des politiques engagées en dépit de l'alternance gouvernementale masque des fractures internes bien réelles au sein de chaque parti. La candidature d'adhésion de 1967, menée par Wilson, ne ralliera que de justesse une majorité de la conférence travailliste. De retour dans l'opposition les travaillistes réunis en congrès s'opposent au texte du traité en 1972 et se divisent en deux groupes équivalents entre partisans d'une renégociation et opposants à toute entrée, avant de se déchirer en 1975 à l'occasion du référendum promu par Wilson. A partir de 1979, la ligne travailliste deviendra franchement anti-européenne, dénonçant la CEE comme un « club de capitalistes » tandis qu'une minorité pro-européenne tirera largement prétexte de cet enjeu pour faire sécession et créer le parti social-démocrate. Côté conservateur, la majorité pro-européenne favorable à l'adhésion au Marché commun et conduite par Heath dans les années 1970 devra elle aussi affronter en son sein de nombreuses oppositions exprimées par la base, dont celle d'Enoch Powell. Ce dernier appellera d'ailleurs ces partisans à voter travailliste lors des élections de 1974 afin de combattre la perspective d'intégration européenne.
- 49 Sur l'Europe comme sur l'immigration les divisions bien réelles et les frictions permanentes au sein des deux grands partis reflètent le trouble d'une opinion inquiète face à ce qu'elle perçoit à juste titre comme des évolutions qui questionnent le lien social

et l'identité britannique. L'importante immigration de minorités de couleur en provenance du Commonwealth, et leurs difficultés d'intégration, renvoie aux Britanniques l'image inversée de leur mémorable aventure coloniale, et constitue pour certains d'entre eux un choc en retour douloureux. La construction communautaire pose également un problème à l'opinion et aux dirigeants politiques, obligés de se positionner par rapport à un enjeu d'abord traité de façon condescendante, puis rallié bon gré mal gré face à l'évidence d'un retard économique par rapport aux voisins continentaux.

- 50 Ces deux enjeux posent la question du statut et du rôle du Royaume-Uni dans le concert international, et mettent à mal une conception de la ' *Britishness* forgée aux temps glorieux et dominateurs de l'Empire. Pendant les années 1970 la ligne officielle défendue par le gouvernement en place apparaît comme un compromis hautement problématique, en équilibre instable et souvent en décalage par rapport aux attentes, craintes ou frustrations de l'électorat.
- 51 Ce grand écart entre la base et le sommet contribuera à alimenter dans l'opinion méfiance et cynisme vis-à-vis de la classe politique et du gouvernement. Le populisme – dont Powell sera sur ces deux thèmes le porte-drapeau – se nourrira de ce sentiment d'incompréhension – voire de trahison – du peuple par ses élites politiques.

Nationalismes périphériques et dévolution institutionnelle

- 52 Un troisième enjeu, inédit, qui apparaît dans les années 1970 concerne la « dévolution¹⁶ institutionnelle », réponse donnée par les partis de gouvernement à la poussée des formations nationalistes dans la « périphérie celtique ».
- 53 Sur cette question comme sur les précédentes, une certaine convergence semble dans un premier temps émerger entre les formations de gouvernement, brusquement mises sous pression. C'est sous le gouvernement Wilson en 1968 qu'est prise la décision de réunir une commission royale chargée d'examiner les liens entre les trois nations qui peuplent la Grande-Bretagne. Mais de son côté les conservateurs à l'occasion des élections de 1970 affiche ses bonnes dispositions à l'égard de la dévolution, en publiant pour la première fois un manifeste séparé pour l'Ecosse, et qui propose notamment la création d'une « convention » écossaise siégeant à Edimbourg et élue au suffrage direct.
- 54 En même temps les préoccupations électoralistes et les changements de cap seront loin d'être absents chez les deux grands partis. Le Labour est plus actif sur cette question, ayant électoralement plus à perdre. Il est en effet dominant en Ecosse comme au pays de Galles, et l'apport des députés de la périphérie britannique lui est souvent décisif pour l'obtention d'une majorité parlementaire à Westminster. Les succès du SNP et de PC l'interpellent donc en priorité. Avec la commission Kilbrandon – qui ne publiera son rapport qu'en 1973-soit cinq ans après sa constitution- les travaillistes cherchent donc aussi à gagner du temps, espérant un reflux de la vague nationaliste. Les succès de PC et surtout du SNP aux élections de 1974 vont convaincre les leaders travaillistes de l'urgence d'une réponse politique, qui allait être le *Scotland and Wales Bill* en 1976 puis, après son abandon, le *Scotland Bill* et le *Wales Bill* de 1977.
- 55 Du côté du parti conservateur la ligne politique fluctue beaucoup pendant les années 1970. Une fois élu le gouvernement Heath oublie ses promesses électorales du manifeste écossais pour donner la priorité à la réforme des collectivités locales au niveau

britannique. Revenu au pouvoir en 1974 le parti conservateur accrédi-tera l'idée d'avoir dans ses cartons un projet de dévolution plus opérationnel et plus généreux que celui du gouvernement travailliste. Ainsi au moment du référendum de 1979 sur le *Scotland Act* en Ecosse des dirigeants conservateurs éminents comme Lord Home appelleront la population à voter « non » en faisant valoir qu'un rejet du *Scotland Act* conduirait à terme à un nouveau projet de loi nettement amélioré, dans le cadre d'une future administration conservatrice. Revenu aux affaires en 1979 le parti de M. Thatcher enterrera ces perspectives de dévolution.

- 56 Ces attermolements et changements de cap traduisent des lignes de fracture au sein des deux grands partis. Au *Labour* le renouveau identitaire et nationaliste dans la périphérie celtique vient jeter le trouble sur sa vision centralisatrice du Royaume-Uni qui est la sienne depuis les années 1930.
- 57 Pour de nombreux dirigeants travaillistes la question principale demeure le conflit de classe et l'objectif prioritaire la conquête au centre du système politico-institutionnel. La question territoriale n'est donc qu'une diversion subalterne et dangereuse. Par ailleurs l'établissement par le biais de la dévolution d'une assemblée décentralisée à Edimbourg ne va pas sans poser de problèmes à certains élus du nord de l'Angleterre, qui ne voient pas pourquoi la périphérie celtique bénéficierait d'un traitement de faveur par rapport à d'autres territoires qui connaissent également des difficultés économiques.
- 58 La solution trouvée à travers le *Scotland Act* et le *Wales Act* est donc un compromis ambigu et assez confus, fruit de l'opportunisme politique plutôt qu'une réelle conversion aux vertus de la décentralisation, et qui essaie péniblement de concilier deux exigences contradictoires. D'une part répondre à la poussée identitaire sous peine de voir l'influence électorale des travaillistes diminuer au profit des nationalistes écossais et gallois. Et d'autre part ne pas s'engager sur la voie de l'autonomie ou d'un système de type fédéral, qui rendrait caduque la surreprésentation de la périphérie celtique aux Communes, mettrait potentiellement en cause l'avenir du *Labour* comme parti de gouvernement et susciterait l'hostilité des travaillistes anglais¹⁷.
- 59 L'élaboration de ce compromis laborieux n'empêchera pas les divisions travaillistes de se manifester au grand jour, tant au moment de la dévolution aux Communes que pendant la campagne électorale précédant les référendums de 1979. Ce sont des députés travaillistes qui imposeront l'amendement fixant un seuil minimum de votants –équivalent à 40% de l'électorat- en vue de la validation des référendums, un seuil qui allait être fatal au *Scotland Act*. Et pendant les campagnes référendaires les travaillistes se partagèrent entre les deux camps, contribuant directement à la confusion de l'électorat et indirectement à un taux d'abstention élevé.
- 60 Du côté conservateur la situation est également embrouillée et changeante. D'une part une distinction est faite entre d'un côté le pays de Galles –pour lequel toute dévolution est exclue- et de l'autre l'Ecosse –membre fondateur de l'Union britannique- où la dévolution peut se discuter, et où deux tendances opposées cohabitent. D'une part un courant modéré soutient la dévolution institutionnelle, arguant que pluralisme, diversité et gestion de proximité sont par essence des valeurs constitutives de l'idéologie conservatrice. D'un autre côté les opposants à la dévolution avancent plusieurs types d'arguments. Certains craignent que celle-ci n'institutionnalise une domination travailliste de fait sur la périphérie celtique. D'autres contestent le traitement privilégié qui serait accordé à l'Ecosse.

- 61 Ce dernier argument est évoqué de façon virulente en Angleterre où par exemple le député conservateur George Gardiner avancera que le *Scotland Bill* ferait de tous les députés britanniques des nationalistes anglais, et où le futur chancelier de l'échiquier Nigel Lawson ira jusqu'à prétendre que la dévolution écossaise signifierait « l'oppression de l'Angleterre ».
- 62 Plus généralement la réaction nationaliste anglaise s'inscrit dans le cadre d'un discours unioniste classique et sans concessions, qui voit dans la dévolution le premier pas vers l'indépendance des nations périphériques et l'éclatement final du Royaume-Uni, une ligne politique qui s'imposera dans les années 1980 sous Margaret Thatcher¹⁸.

Conclusion : confrontation et polarisation ou la fin du « post-war consensus »

- 63 Irruption inédite de la pratique référendaire venant court-circuiter le rôle réservé au Parlement et troubler le fonctionnement habituel de la démocratie britannique. Ebranlement de la domination traditionnelle du bipartisme et évolution vers un système partisan pluraliste et plus fluide. Territorialisation marquée et début de fragmentation de la scène politique britannique, illustrée par l'autonomisation de la situation nord-irlandaise et la complexification du paysage politique dans la périphérie écossaise et galloise. Emergence de nouveaux enjeux de type identitaire et sociétal, contribuant à brouiller les allégeances partisans traditionnelles. Augmentation sensible de la « versatilité » de l'électorat, affecté par le « désalignement » de classe. Amorce dans l'opinion d'un déclin de la « déférence » envers les institutions et les élites politiques, parallèlement à l'émergence de discours de type populiste. Si tous ces phénomènes ne sont pas exactement circonscrits dans la période 1970-1979, ils sont néanmoins tous conjointement observables lors de la décennie 1970, témoignant d'un changement de paradigme politique après deux décennies et demie de relative stabilité.
- 64 Si la première partie de la décennie est dominée par l'insatisfaction politique de l'opinion et l'émergence d'une nouvelle offre politique, alternative aux grands partis traditionnels, et qu'illustrent les succès du parti libéral et des partis nationalistes périphériques, la seconde moitié va être caractérisée au plan politique par les interrogations grandissantes autour de la « gouvernabilité » du pays, et par l'installation de la polarisation et de la confrontation au cœur du système politique. Pour la première fois depuis 1945, les deux principaux partis sont désormais dominés par leurs composantes les plus radicales. Le creusement de la distance idéologique entre les conservateurs et les travaillistes va offrir un espace politique inédit pour le centre au début des années 1980, en même temps qu'il sonne le glas de l'historique « consensus » politique forgé dans l'immédiat après-guerre.

BIBLIOGRAPHIE

Gilles Leydier est professeur de civilisation britannique contemporaine à l'Université de Toulon. Spécialiste de la vie politique britannique, il a publié de nombreux travaux sur les institutions, le système partisan et la sociologie électorale. Il est directeur de la publication de la revue l'Observatoire de la société britannique et président du Centre de recherches en civilisation britannique (CRECIB).

ADDISON, Paul, *Consensus revisited; Twentieth century British History*, London: Cape, 1993.

BECKETT, Andy, *When the Lights Went Out: Britain in the Seventies*, London: Faber, 2009.

BEER, Samuel, *Britain against itself*, London: Faber, 1982.

BERRINGTON, Hugh, *Change in British Politics*, Franck Cass, 1984.

BOGDANOR, Victor, *Multi-party and the constitution*, Cambridge: Cambridge University Press, 1983.

BRADLEY, Ian, *Breaking the mould*, Oxford: Martin Robertson, 1982.

BUTLER, David, *Governing without a majority*, Oxford: Martin Robertson, 1982.

BUTLER, David, *British General Elections since 1945*, Oxford: Blackwell, 1989.

BUTLER, D. & STOKES, D., *Political change in Britain*, London: Macmillan, 1974.

CHARLOT, Monica, *Le pouvoir politique en Royaume-Uni*, Paris : Presses Universitaires de Royaume-Uni, 1998.

DUNLEAVY, P. & HUSBANDS, C.T., *British democracy at the crossroads*, London: Allen & Unwin, 1985.

DUTTON, David, *British Politics since 1945*, Oxford: Blackwell, 1997.

FRANKLIN, Mark, *The Decline of Class-voting in Britain*, Oxford: Clarendon Press, 1985.

GAMBLE, Andrew, *Britain in decline: economic policy, political strategy and the British State*, London: Macmillan, 1981.

HEATH, A., JOWELL, R. & CURTICE, J., *How Britain votes*, London: Pergamon Press, 1985.

KAVANAGH, D. & MORRIS, P., *Consensus politics from Attlee to Thatcher*, Oxford: Basil Blackwell, 1989.

KOGAN, David & Maurice, *The Battle for the Labour Party*, Fontana Press, 1982.

LERUEZ, Jacques, *Le système politique britannique*, Paris : Armand Colin, 2001.

LERUEZ, J., SERGEANT, J.C. & TOBOUL, W., *Les partis politiques britanniques, du bipartisme au multipartisme ?* Paris, PUF, 1982.

LEYDIER, Gilles, *Partis et élections au Royaume-Uni depuis 1945*, Paris : Ellipses, 2004.

MARQUAND, David, *The decline of the Post-War Consensus, contemporary record vol.2 N°3*, 1988.

NORTON, Philip, *Dissensions in the House of Commons 1974-1979*, Oxford: Clarendon Press, 1980.

- PIMLOTT, Ben, *The Myth of Consensus* in L.M. Smith (ed.), *The Making of Britain: Echoes of Greatness*, London: Macmillan, 1988
- RALLINGS, C. & THRASHER, M., *British Electoral Facts*, Aldershot: Ashgate, 2000
- ROSE, Richard, *Do Parties make a difference?*, London: Macmillan, 1984.
- SÄRLVIK, B. & CREWE, I., *A Decade of Dealignment*, Cambridge University Press, 1983.
- TURNER, A.W., *Crisis? What Crisis? Britain in the 1970's*, London: Aurum, 2008.
- WHEEN, Francis, *Strange Days Indeed: the Golden Age of Paranoia*, London: Fourth Estate, 2009.

NOTES

1. A ces trois référendums il faut ajouter une quatrième consultation, le « scrutin sur la frontière » (border poll) organisé auprès de la population d'Irlande du Nord en 1973, et qui fut boycotté par les formations catholiques nord-irlandaises.
2. Le référendum de 1975 fut organisé par le gouvernement Wilson avec l'accord de Westminster, les référendums sur la dévolution dans la périphérie furent « exigés » par le Parlement britannique en 1978.
3. Le principe de la responsabilité collective du Cabinet travailliste fut suspendu expressément par Wilson en 1975, et de façon plus implicite par Callaghan en 1979
4. Voir aussi les articles de Stéphanie Bory et Nathalie Duclos dans ce même numéro
5. Sur la division du pays de Galles en trois secteurs politiques différenciés, voir Balson, D., *The Three-Wales Model* in Osmond, J. (ed.) *The National Question again- Welsh political identity in the 1980's*, Gomer, 1985.
6. Sur ce thème voir également dans ce numéro l'article de Philippe Cauvet.
7. Cf. Hutchinson, Wesley, *La question irlandaise*, Paris, Ellipses, 1997.
8. Cf. Särilvik, B. & Crewe, I., *A Decade of Dealignment*, Cambridge University Press, 1983
9. Cf. Särilvik, B. & Crewe, I., *Ibid.*, p. 322.
10. Cf. Butler, David, *Le système de partis : désalignement ou réalignment ?* in *La Grande Bretagne*, Revue Pouvoirs, n°37, Paris : PUF, 1986, pp. 23-30.
11. Le *swing* est un indicateur utilisé en sociologie électorale pour mesurer les déplacements de voix entre les principaux partis entre deux élections : il se calcule en divisant par deux le total du gain du parti vainqueur et de la perte du parti perdant –calculés en pourcentages des suffrages exprimés– par rapport à la consultation précédente.
12. Cf. Butler, David, *Le système de partis : « désalignement » ou « réalignment » ?* in *La Grande Bretagne*, Revue Pouvoirs n°37, Paris, PUF, 1986, pp. 23-30
13. Sur ces thèmes voir aussi les articles de Vincent Latour et Stéphane Porion dans ce numéro
14. Crossman, Richard, *Diaries of a Cabinet Minister*, 1975.
15. Sur ce thème voir par exemple Karine Tournier-Sol, *Le Royaume-Uni et l'enjeu européen 1970-1979*, in Gilles Leydier (dir.), *Le Royaume-Uni à l'épreuve de la crise 1970-1979*, Paris : Ellipses 2016, pp. 167-182.
16. Pour une définition plus complète de la dévolution, cf. Bogdanor, Victor, *Devolution*, Oxford University Press, 1979.
17. Cf. Keating, M. & Bleiman, D., *Labour and Scottish Nationalism*, London : Macmillan, 1979.
18. Cf. Mitchell, James, *Conservatives and the Union, A survey of Conservative Party attitudes to Scotland*, Edinburgh University Press, 1990

RÉSUMÉS

Les années 1970 constituent une décennie charnière au cours de laquelle le modèle politique britannique connaît une sérieuse remise en cause. Celle-ci touche au fonctionnement de la démocratie parlementaire, à la représentation et au système partisan ainsi qu'aux enjeux et à la forme du débat politique. Débutée dans l'insatisfaction par rapport au bipartisme traditionnel et l'émergence d'une nouvelle donne politique, la décennie s'achève dans la polarisation et la confrontation. C'est la fin du « consensus » politique des années d'après-guerre.

The 1970s were a key decade during which the British political model came under threat. The use of referendums weakened the myth of parliamentary sovereignty, the traditional two-party system was challenged, the political options on offer were renewed and new issues emerged in political debate. The end of the decade, characterized by the rise of polarization and confrontation, illustrated the end of the so-called post-war consensus.

INDEX

Mots-clés : Parti travailliste, Parti conservateur, Parti libéral, années 1970

Keywords : Labour Party, Conservative Party, Liberal Party, dealignment, 1970s

AUTEUR

GILLES LEYDIER

Université de Toulon